

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/ADP/N/4/Add.1/Rev.5

22 novembre 1996

(96-4968)

Comité des pratiques antidumping

RAPPORTS SEMESTRIELS PRESENTES AU TITRE DE L'ARTICLE 16.4 DE L'ACCORD

Révision

1. Les Membres et les pays remplissant les conditions requises pour devenir Membres originels dont la liste est donnée ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de lutte contre le dumping pendant la période allant du 1er janvier au 30 juin 1995:

Barbade	Malte
Bolivie	Maroc
Brunéi Darussalam	Norvège
Chypre ¹	Pakistan
Costa Rica	Pologne
Cuba	République dominicaine
Egypte	République slovaque
El Salvador	République tchèque
Guatemala	Roumanie
Honduras	Sainte-Lucie
Hong Kong	Sénégal
Hongrie	Slovénie
Indonésie	Sri Lanka
Islande	Suisse
Jamaïque	Tanzanie
Koweït	Tunisie
Liechtenstein	Uruguay
Malaisie	Zambie

2. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions prises par eux en matière de lutte contre le dumping pendant la période susvisée: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Communauté européenne, Corée, Etats-Unis, Inde, Japon, Israël, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Philippines, Singapour, Thaïlande, Turquie et Venezuela. Ces rapports ont été distribués sous la forme d'une série de documents portant les cotes G/ADP/N/4/... et ADP/138/... .

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, Gabon, Ghana, Guinée, Rép. de, Guinée-Bissau, Guyana, Kenya, Lesotho, Macao, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nicaragua, Nigéria, Ouganda, Paraguay, République centrafricaine, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Togo, Trinité-et-Tobago et Zimbabwe.

¹Ce Membre a en outre indiqué qu'il n'appliquait aucune mesure antidumping à la date du 30 juin 1995.